

Une délégation du Sgen-CFDT a été reçue le 26 septembre 2016 de 16 h 30 à 19 h par le directeur de l'AEFE et ses collaborateurs pour faire le point des questions d'actualité en cette rentrée scolaire.

Étaient présents

Pour l'AEFE : Christophe Bouchard (directeur) ; Jean-Paul Négrel (directeur adjoint), Laurent Signoles (secrétaire général), Sébastien Bouttier (DRH adjoint)

Pour le Sgen-CFDT : Alain Schneider ; Anne-Marie Zini ; Ludovic Chevutschi

L'avenir du réseau

La délégation syndicale Sgen-CFDT croise à son arrivée une représentation de l'association gestionnaire du lycée français international Victor-Segalen de Hong-Kong qui sort d'une entrevue avec le directeur de l'AEFE dans la perspective de la fin de mission de l'actuel proviseur. Cela constitue le point d'entrée de l'entretien avec la direction, avec les perspectives d'évolution du réseau et les risques de déconventionnement évoqués dans certains pays dans lesquels les organismes gestionnaires rechignent à respecter les compétences de l'agence, par exemple sur les nominations de personnels de direction et d'administration détachés.

Christophe Bouchard assure que l'Agence et les représentations diplomatiques sont mobilisées pour que la situation du Collège franco-britannique de Londres ne se reproduise pas. Il donne l'exemple du lycée français Jules-Supervielle de Montevideo avec lequel une nouvelle convention a bien été signée en 2015 après une crise entre l'association gestionnaire et la partie française, surmontée après une fructueuse négociation menée par l'ambassadeur.

La transformation du lycée Saint-Exupéry de Hambourg en lycée franco-allemand est un projet en construction. D'ici 2019, le lycée devrait continuer à fonctionner comme maintenant. La situation des personnels fera l'objet d'une attention particulière, nous assure-t-on.

Le dialogue social à l'Agence

Une étude a été confiée au nouveau secrétaire général pour faire le point sur les modifications qu'il serait possible d'apporter au dispositif existant d'organisation du dialogue social, notamment en mettant à niveau le nombre de représentants des personnels au comité technique.

En revanche la demande du Sgen-CFDT d'une remise à plat du statut des personnels détachés auprès de l'AEFE n'est pas à l'ordre du jour.

Situation des personnels de centrale (Paris et Nantes)

Le dialogue avec le contrôleur budgétaire et comptable ministériel (CBCM) sur la situation des contractuels non fonctionnaires de centrale (durée de contrat, difficulté de reconduction) a peu progressé. Les tensions observées à Nantes et Paris sont en revanche bien atténuées selon nos interlocuteurs qui donnent quelques exemples de mesures prises pour améliorer les relations comme des réunions associant les agents des deux sites. Le dialogue devrait également être meilleur entre les postes et les services centraux notamment grâce au renforcement du service pédagogique et du service des affaires financières et du contrôle de gestion.

Difficultés de détachement

Un point est fait sur les refus de détachement. Selon l'AEFE il n'y aurait en fin de compte que 8 cas où les DASEN ou recteurs auraient maintenu, après recours des intéressés, le refus de renouvellement de détachement. Toutefois les refus de premier détachement sont au nombre de 60, ce qui est considérable ! Ils contraignent les personnes concernées à renoncer à une mobilité longuement préparée ou à demander une mise en disponibilité pour être recrutés comme TNR. L'échange porte également sur la situation des anciens recrutés locaux nouveaux lauréats de concours. Les deux parties conviennent que la position du MENESR sur les détachements pose de graves problèmes au réseau. Le Sgen fait part de situations individuelles et souligne que pour les personnels également ces refus sont douloureux.

La réunion interministérielle prévue cet automne est attendue avec impatience.

Réforme du collège

En réponse aux observations du Sgen sur divers problèmes autour de la mise en place de cette réforme, notamment sur une formation parfois défailante, le directeur admet à demi mot qu'il faut être meilleur à l'avenir. Un groupe de suivi va être mis en place. Le Sgen sera reçu prochainement au service pédagogique pour développer les propositions qu'il a faites pour faciliter la mutualisation. La valorisation financière du travail supplémentaire est également évoquée et l'administration prend note de la demande qui sera étudiée.

Formation

Le Sgen regrette de ne pas disposer de tableaux récapitulatifs des plans régionaux de formation, même s'ils sont accessibles par la plateforme d'inscription.

Calendrier des plans de formation : plusieurs sessions empiètent non seulement sur des jours de vacances, mais aussi sur des jours fériés comme le 1^{er} janvier.

L'administration va étudier la demande du Sgen sur la facilitation de la préparation et du passage d'habilitation (DNL / discipline non-linguistique, FLS/FLE, etc.). Sur le CAFIPEMF, l'AEFE est prête à étudier la possibilité de permettre une préparation en France sans perte de poste. L'obtention du CAFFA par VAE sera également étudiée.

Recrutés locaux

Le Sgen rappelle ses revendications sur la situation des RL. L'AEFE se dit bienveillante mais prisonnière de son budget. Les enseignants du 1^{er} degré toucheront l'ISAE (voir le détail des conditions du versement dans la réponse de l'AEFE à notre courrier). Le Sgen renouvelle sa demande d'être associée aux travaux du groupe de travail constitué sur ce sujet.

Volontaires du service civique – élèves en situation de handicap

L'AEFE entend bien la proposition de recourir à des volontaires du service civique pour les élèves à besoin particuliers, mais il ne peut s'agir de substituts à des emplois et il faut l'agrément de l'agence du service civique. Il devrait y avoir une trentaine de jeunes concernés par le service civique avant la fin 2016. Le Sgen se félicite de la mise en place d'un observatoire pour les élèves à besoins éducatifs spécifiques et souhaite y être associé.

Suppression du bac pro au Maroc

Le directeur de l'AEFE nous confirme la teneur du courrier qu'il nous adresse en parallèle sur la suppression de la filière professionnelle au Maroc. En revanche, nous ne recevons

aucune réponse claire à notre question argumentée sur l'avenir des autres filières professionnelles du réseau, notamment à Madagascar.

Hygiène et sécurité

Un groupe de travail sur les CHSCT locaux sera bientôt réuni. La situation au Gabon et en RDC fait l'objet d'un suivi particulier.

Projets immobiliers

Sont évoqués notamment de manière plus détaillée Vienne et Hô Chi Minh Ville. Pas de réponse sur Nairobi. Christophe Bouchard est optimiste sur l'engagement rapide et irréversible des chantiers prévus.

Des négociations se poursuivent avec la Direction de l'immobilier de l'État (naguère France Domaine) sur la suite des projets, notamment leur financement.

Loi de finances 2017

La dotation serait stable : 400 millions sur le programme 185 (une baisse de la dotation initiale étant compensée par des crédits affectés au renforcement de la sécurité) et près de 100 millions pour les bourses (programme 151) en légère baisse.